

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2007/12212]

**Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre de travailleur-ouvrier à la cour du travail de Liège, en remplacement de M. Albert Pollenus**

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, Service des Juridictions du travail, rue Ernest Blerot 1, à 1070 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2007/12212]

**Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken als werknemer-arbeider bij het arbeidshof van Luik, ter vervanging van de heer Albert Pollenus**

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Dienst Arbeidsgerechten, Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2007/00552]

**23 MAI 2007. — PREV 30. — Circulaire explicative de l'article 11 de l'arrêté ministériel relatif à l'introduction des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010**

A l'attention de Mesdames et Messieurs les Bourgmestres des villes et communes disposant d'un Plan stratégique de sécurité et de prévention 2007-2010

Pour information aux responsables des Plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010

Introduction

Dans le cadre du lancement des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010, le SPF Intérieur a élaboré un Arrêté ministériel relatif à l'introduction des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010, qui a été publié le 30 mars 2007 au *Moniteur belge*. Cet arrêté détermine les modalités pratiques auxquelles les villes et communes disposant d'un plan stratégique doivent se conformer.

Dans ce texte, les nuisances publiques liées à la drogue sont considérées comme 1 des 15 phénomènes pouvant être inclus dans les plans stratégiques de sécurité et de prévention et il est mentionné dans ce cadre (à l'article 11) que la prévention primaire et l'approche médico-thérapeutique ne s'inscrivent pas dans la philosophie de ces nouveaux plans stratégiques de sécurité et de prévention.

Problématique

1. Définition des concepts

Sur le terrain, l'article 11 de l'Arrêté ministériel relatif à l'introduction des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010 pose certaines difficultés. Cet Arrêté ministériel reste vague et ne définit pas assez concrètement les concepts de « prévention primaire » et de « démarche thérapeutique médicale », ce qui a pour conséquence que les villes et communes ne savent pas quelles actions peuvent être poursuivies via les subsides du nouveau plan stratégique de sécurité et de prévention.

Nous pouvons remédier à ce problème en définissant les deux concepts.

2. Prévention primaire

Il s'agit de l'ensemble des mesures préventives générales qui concernent l'ensemble de la population (voir Arrêté ministériel relatif à l'introduction des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010).

Il importe à cet égard que le groupe cible auquel on s'adresse reste général. Par exemple : l'ensemble de la population, les élèves d'une école,...

Les actions qui s'inscrivent dans ce cadre sont par exemple des sessions d'information organisées dans les écoles en vue de la prévention de la toxicomanie. Tel est le cas du projet MEGA qui propose un programme pédagogique pour les élèves de sixième année primaire, en mettant l'accent sur l'apprentissage d'aptitudes sociales. La prévention de la toxicomanie fait partie des actions menées dans le cadre de ce projet.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2007/00552]

**23 MEI 2007. — PREV 30. — Omzendbrief ter verduidelijking van artikel 11 van het ministerieel besluit betreffende de invoering van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010**

Ter attentie van de Dames en Heren Burgemeesters van de steden en gemeenten met een strategisch veiligheids- en preventieplan 2007-2010

Ter informatie aan de verantwoordelijken van het strategisch veiligheids- en preventieplan 2007-2010

Inleiding

In het kader van het opstarten van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 werd een ministerieel besluit opgesteld. Dit ministerieel besluit betreffende de invoering van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 werd op 30 maart 2007 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Het bepaalt de praktische modaliteiten waaraan de steden en gemeenten met een strategisch plan zich dienen te houden.

Hierin wordt druggerelateerde maatschappelijke overlast weerhouden als 1 van de 15 fenomenen die kunnen worden opgenomen in de strategische veiligheids- en preventieplannen en wordt melding gemaakt (zie artikel 11) dat primaire preventie en de medisch-therapeutische benadering niet binnen de filosofie vallen van deze nieuwe strategische veiligheids- en preventieplannen.

Probleemstelling

1. Definiëring begrippen

Op het terrein zorgt artikel 11 van het ministerieel besluit betreffende de invoering van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 voor problemen. Het ministerieel besluit blijft vaag en verduidelijkt de begrippen « primaire preventie » en « medisch-therapeutische benaderingswijze » niet voldoende waardoor steden en gemeenten niet weten wat nog kan worden verder gezet met subsidies van het nieuwe strategische veiligheids- en preventieplan.

Door de definiëring van beide begrippen kan dit probleem verholpen worden.

2. Primaire preventie

Het geheel van preventieve maatregelen van algemene aard ten behoeve van de ganse bevolking (zie ministerieel besluit betreffende de invoering van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010).

Belangrijk hierbij is dat de doelgroep tot wie men zich richt algemeen blijft. Bijvoorbeeld : de ganse bevolking, leerlingen van een school,...

Acties die hieronder vallen, zijn bijvoorbeeld infosessies in scholen in het kader van drugpreventie. Zo is het MEGA-project een vormingspakket voor leerlingen van het zesde jaar basisonderwijs waarbij de nadruk ligt op het aanleren van sociale vaardigheden en waarvan drugpreventie een onderdeel uitmaakt.

### 3. Démarche thérapeutique médicale

L'aspect médical vise généralement l'apport d'une aide médicale. Il peut s'agir de fournir des médicaments, de mettre à disposition de la méthadone, de proposer l'échange de seringues,...

L'approche thérapeutique englobe l'accompagnement de toxicomanes. Plus concrètement, il est question d'accueil en cas de crise, d'assistance ambulatoire aux toxicomanes,...

Les Maisons d'accueil socio-sanitaires (MSOC) et les centres de jour jouent un rôle essentiel à cet égard. Ils proposent en effet les activités suivantes : accueil de crise et prise en charge ambulatoires, accompagnement médical et thérapeutique individuel, activités de groupe, fourniture de méthadone et renvoi vers d'autres instances.

### 4. Nuisances publiques liées à l'usage de drogue :

Les compétences du SPF Intérieur en matière de toxicomanie pour l'Intérieur ont déjà été discutées dans la Note politique du gouvernement relative à la problématique des drogues du 19 janvier 2001. Il ressort de cette note que l'accent doit être mis, au sein du SPF Intérieur, sur la prévention secondaire et que les actions doivent s'inscrire dans le cadre des objectifs de réinsertion sociale.

La prévention secondaire s'adresse aux personnes qui sont déjà entrées en contact avec des stupéfiants ou qui font face à un problème de toxicomanie.

La priorité établie par le SPF Intérieur, dans le cadre des nuisances publiques liées à l'usage de drogue, réside dans l'accompagnement des toxicomanes de longue durée en vue de leur réinsertion dans la société.

Plus particulièrement dans le cadre des accompagnements thérapeutiques, le SPF Intérieur se concentre sur les fonctions de relais, d'accueil et d'outreach.

### 5. Cessation des projets en cours

Depuis la parution, en 2001, de la Note politique du gouvernement relative à la problématique des drogues, le SPF Intérieur a fait part à plusieurs reprises déjà aux villes et communes de ce point de vue. Toutefois, des problèmes font surface pour certains projets dans plusieurs villes étant donné que celles-ci sont, en majeure partie, tributaires des subsides des autorités publiques. A l'avenir, une solution devra être recherchée afin de garantir le maintien de certains projets/centres.

#### Conclusion

#### 1. Compétences du SPF Intérieur

La prévention secondaire et l'intégration sociale des toxicomanes.

Les champs d'action en matière d'intégration sont la fonction d'accueil, la fonction de renvoi aux services d'aide et le travail d'outreach.

Tous les traitements et accompagnements qui s'inscrivent dans le cadre de l'assistance médicale et la réduction des dommages n'entrent pas dans cette catégorie. Exemples : échange de seringues, délivrance de méthadone, assistance ambulatoire en matière de drogue, accueil de crise, consultations médicales,...

#### 2. En pratique

L'année 2007 sera envisagée comme une période transitoire pendant laquelle les villes et communes auront encore la possibilité d'inscrire certains projets (accueil de crise, assistance ambulatoire en matière de drogue,...) dans leur plan stratégique de sécurité et de prévention.

Dès 2008, le volet médical lié au phénomène des nuisances sociales liées à la drogue ne sera plus subsidié par le SPF Intérieur par le biais des plans stratégiques de sécurité et de prévention.

En d'autres termes, cela signifie que :

Les frais dans le cadre de la lutte contre les nuisances publiques liées à l'usage de drogue et plus particulièrement des projets d'accueil, d'outreach, de renvoi à l'assistance, de travail de rue, pourront, même au-delà de 2007, être imputés sur le budget des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010.

Les frais inhérents aux services d'aide proprement dits et à l'aspect médical ne pourront plus être imputés à partir de 2008 sur le budget des plans stratégiques de sécurité et de prévention.

### 3. Medisch-therapeutische benaderingswijze

Onder het medische aspect wordt algemeen het verlenen van medische hulp verstaan. Dit kan het verlenen van medicatie zijn, het ter beschikking stellen van methadon, spuitenruil,...

De therapeutische benadering omvat de begeleidingen van drugverslaafden. Meer concreet gaat het hierbij over crisisopvang, ambulante drughulpverlening,...

De Medisch Sociale Opvangcentra (MSOC) en de dagcentra spelen hierbij een belangrijke rol. Zij bieden immers volgende activiteiten aan : ambulante crisisopvang en onthaal, individuele medische en therapeutische begeleiding, groepsactiviteiten, methadonverstrekking en doorverwijzing.

### 4. Druggerelateerde maatschappelijke overlast :

De bevoegdheden inzake druggerelateerde materie voor Binnenlandse Zaken werden reeds besproken in de federale beleidsnota drugs van 19 januari 2001. Uit deze nota blijkt dat de nadruk voor de FOD Binnenlandse Zaken dient te liggen op secundaire preventie en dienen de acties te kaderen binnen de doelstellingen van sociale reïntegratie.

Secundaire preventie : gericht op personen die reeds in contact gekomen zijn met drugs of met een drugprobleem kampen.

De nadruk vanuit de FOD Binnenlandse Zaken, in het kader van de druggerelateerde maatschappelijke overlast, ligt op begeleidingen van langdurige drugverslaafden met als doelstelling hun reïntegratie in de maatschappij.

Meer in het bijzonder binnen het kader van de therapeutische begeleidingen komt de nadruk voor de FOD Binnenlandse Zaken te liggen op de toeleidings-, onthaal- en outreachfunctie.

### 5. Stopzetting lopende projecten

Deze invalshoek werd sinds het uitkomen van de Federale Beleidsnota Drugs (2001) reeds meerdere malen gesignaleerd door de FOD Binnenlandse Zaken binnen de steden en de gemeenten. Toch rijzen voor sommige projecten binnen enkele steden problemen gezien zij voor een groot stuk afhankelijk zijn van subsidies van publieke overheden. Er moet naar de toekomst toe een oplossing gezocht worden om het voortbestaan van bepaalde projecten/centra te garanderen.

#### Besluit

#### 1. Bevoegdheid FOD Binnenlandse Zaken

Secundaire preventie en sociale integratie van de drugverslaafden.

Werkgebieden van integratie zijn onthaalfunctie, toeleidingsfunctie naar de hulpverlening en outreachwerk.

Al de behandelingen en begeleidingen die kaderen binnen de medische hulpverlening en harm reduction vallen hier niet onder. Voorbeelden : spuitenruil, methadonverstrekking, crisisopvang, ambulante drughulpverlening, medische consultaties,...

#### 2. Praktisch

Het jaar 2007 zal gezien worden als een uitdovingsperiode waarbij de steden en gemeenten nog de kans krijgen om bepaalde projecten (crisisopvang, ambulante drughulpverlening,...) in te schrijven in hun strategisch veiligheids- en preventieplan.

Vanaf 2008 zal het medische luik binnen het fenomeen druggerelateerde maatschappelijke overlast niet langer gesubsidieerd worden door de FOD Binnenlandse Zaken via het strategisch veiligheids- en preventieplan.

Concreet betekent dit dat :

— De kosten in het kader van de bestrijding van druggerelateerde maatschappelijke overlast en meer in het bijzonder projecten zoals onthaal verlenen, outreachend werken, het doorverwijzen naar de hulpverlening, straathoekwerk,... ook na 2007 verder kunnen worden ingebracht op het budget van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010.

— De kosten die gepaard gaan met de eigenlijke hulpverlening, het medische aspect kunnen vanaf 2008 niet langer ingebracht worden op het budget van de strategische veiligheids- en preventieplannen

Les conseillers locaux de la Direction Sécurité locale intégrale restent à votre disposition si vous souhaitez des informations complémentaires en ce qui concerne le phénomène des nuisances publiques liées à la drogue développé dans le cadre de votre plan stratégique de sécurité et de prévention.

Je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Bruxelles, le 23 mai 2007.

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Indien U bijkomende inlichtingen wenst aangaande het fenomeen druggerelateerde maatschappelijke overlast binnen uw strategisch veiligheids- en preventieplan, dan staan de lokaal adviseurs van de Directie Lokale Integrale Veiligheid te uwer beschikking.

Hoogachtend,

Brussel, 23 mei 2007.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

[C - 2007/22912]

**Institut national d'assurance maladie-invalidité  
Règles interprétatives de la nomenclature des prestations de santé**

Sur proposition du Conseil technique médical du 13 février 2007 et en application de l'article 22, 4<sup>o</sup>bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le Comité de l'assurance soins de santé a abrogé le 7 mai 2007 les règles interprétatives suivantes :

Règles interprétatives relatives aux prestations de l'article 14 g) (gynécologie) de la nomenclature des prestations de santé :

La règle interprétative 9 est abrogée.

Règles interprétatives relatives aux prestations de l'article 14 j) (urologie) de la nomenclature des prestations de santé :

La règle interprétative 15 est abrogée.

Les modifications précitées prennent effet le 1<sup>er</sup> novembre 2005.

Le Fonctionnaire dirigeant,  
H. DE RIDDER

Le Président,  
G. PERL

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

[C - 2007/22912]

**Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering. — Interpretatieregels betreffende de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen**

Op voorstel van de Technische Geneeskundige Raad van 13 februari 2007 en in uitvoering van artikel 22, 4<sup>o</sup>bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, heeft het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging op 7 mei 2007 de hierna gaande interpretatieregels opgeheven :

Interpretatieregels betreffende de verstrekkingen van artikel 14 g) (gynaecologie) van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen :

Interpretatieregule 9 wordt opgeheven.

Interpretatieregels betreffende de verstrekkingen van artikel 14 j) (urologie) van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen :

Interpretatieregule 15 wordt opgeheven.

De voornoemde wijzigingen hebben uitwerking vanaf 1 november 2005.

De Leidend ambtenaar,  
H. DE RIDDER

De Voorzitter,  
G. PERL

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,  
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

[C - 2007/02090]

26 OCTOBRE 2006. — Circulaire concernant la loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale afin d'encourager l'effort d'intégration des personnes sans-abri consenti par un centre public d'action sociale

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

Par la présente circulaire, je tiens à vous informer de la récente modification de la loi du 26 mai 2002 relative au droit à l'intégration sociale à la suite d'une initiative parlementaire (Chambre 2004-2005, DOC 51, numéro 1763/001-005 ; Sénat Doc. 3-1797/1)

**1. Introduction**

La loi du 26 octobre 2006 modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, afin d'encourager l'effort d'intégration des personnes sans-abri consenti par un centre public d'action sociale, vient en effet d'être publiée dans le *Moniteur belge* du 30 mars 2007, p. 18.356 et suivantes.

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,  
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE**

[C - 2007/02090]

26 OKTOBER 2006. — Rondzendbrief betreffende de wet tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, tot aanmoediging van de inspanning die een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn levert voor de integratie van daklozen

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Met deze rondzendbrief wil ik u informeren over een recente wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie ingevolge een parlementair initiatief (Kamer, 2004-2005, DOC 51, nr. 1763/001-005; Senaat Stuk 3-1797/1)

**1. Inleiding.**

Inderdaad, zopas is de wet van 26 oktober 2006 tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, tot aanmoediging van de inspanning die een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn levert voor de integratie van daklozen, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 2007, blz. 18.356 e.v.